

Tentative de relance du dialogue social dans la territoriale

Le dialogue social va-t-il enfin reprendre dans la fonction publique territoriale ? Une réunion exceptionnelle du bureau de son Conseil supérieur, le CSFPT, se tiendra ce lundi 13 novembre en présence de Stanislas Guerini, ministre qui aura la lourde tâche de tenter de relancer le dialogue avec les syndicats.

Rien ne va plus, en effet, depuis quelque temps, au CSFPT. Les syndicats ont ainsi boycotté la séance plénière du conseil du 20 septembre puis, partiellement, celle du 4 octobre pour contester le caractère facultatif de la prime de pouvoir d'achat dans la fonction publique territoriale. Alors que dans le versant État et dans l'hospitalière, son versement est automatique, les collectivités ont, elles, le choix d'instituer ou non cette prime, principe de libre administration oblige.

Les syndicats n'avaient pas siégé non plus au CSFPT du 18 octobre dernier, où devait être examiné le projet de décret assouplissant les modalités de promotion interne des fonctionnaires territoriaux. Par ces boycotts, les syndicats comptaient notamment "*dénoncer des problématiques sur le fonctionnement du dialogue social*" et une insuffisante prise en compte, à leurs yeux, de leur avis au moment de la préparation des textes.

La situation a-t-elle vocation à s'améliorer ? Cela dépend de la réponse du gouvernement, qui se fait attendre. Le président du CSFPT, Philippe Laurent, est quant à lui favorable à une plus grande association des syndicats à la préparation des textes. Et ce en amont de leur passage devant le conseil. L'intersyndicale prévient néanmoins : en absence de résultats satisfaisants sur la conduite du dialogue social, elle continuera à boycotter le CSFPT. Une séance plénière est prévue le 15 novembre.